

Bolsonaro condamné au Brésil pourrait écoper de 39 ans de prison

Image not found or type unknown

La Havane, 20 février, (RHC)- L'ancien président brésilien, Jair Bolsonaro, formellement dénoncé comme un putschiste, pourrait écoper de 39 ans de prison s'il était reconnu coupable de tous les crimes signalés, prédisent des juristes consultés par la chaîne de télévision CNN Brésil.

Toutefois, les experts soulignent qu'il serait difficile d'imposer une peine d'emprisonnement élevée.

Le bureau du procureur général a dûment inculpé Bolsonaro et 33 autres personnes d'organisation criminelle armée, de tentative d'abolition violente de l'État de droit démocratique et de coup d'État.

L'accusation souligne que l'ex-militaire était le chef de l'organisation qui a tenté de renverser la démocratie au Brésil.

Même s'il était condamné, il recevrait, selon l'estimation des avocats, un peu plus de la moitié ou des deux tiers de la peine, ce qui donnerait quelque chose comme 20 à 26 ans.

Les calculs ont été effectués sur la base du code de procédure pénale et des lois 12.850/2013 et 9.605/1998, citées par le PGR lui-même.

Les experts consultés par CNN considèrent toujours la plainte comme « lourde et solide », et comprennent que la défense de l'ancien chef de l'exécutif a peu de marge pour contredire les arguments présentés, sans beaucoup de perspectives pour que les thèses soutenues par la police fédérale et le ministère public soient renversées.

Les avocats de l'ancien parachutiste ont estimé que l'accusation était maladroite et qu'elle reposait sur une seule accusation divulguée hier soir.

« L'accusation inepte va jusqu'à lui attribuer la participation à des plans mutuellement contradictoires et se fonde sur une confession unique, plusieurs fois modifiée et récompensée, d'un dénonciateur (l'ancien collaborateur de l'ordre Mauro Cid) qui met en doute son propre volontarisme », a affirmé la défense.

Il a insisté sur le fait que l'ancien président « n'a jamais pactisé avec un quelconque mouvement visant à déconstruire l'État de droit démocratique ou les institutions qui le sous-tendent ».

Si l'acte d'accusation du ministère public est finalement accepté par la Cour suprême fédérale, l'homme politique d'extrême droite fera l'objet d'une procédure pénale devant la juridiction supérieure.

Source : Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/377043-bolsonaro-condamne-au-bresil-pourrait-ecoper-de-39-ans-de-prison>



Radio Habana Cuba